

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE  
E/CN.4/1982/16  
15 février 1982  
Original : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Trente-huitième session  
Point 9 de l'ordre du jour

DROIT DES PEUPLES A DISPOSER D'EUX-MEMES ET SON APPLICATION AUX PEUPLES  
ASSUJETTIS A UNE DOMINATION COLONIALE OU ETRANGERE OU A  
L'OCCUPATION ETRANGERE

Lettre datée du 12 février 1982, adressée au Président de la  
Commission des droits de l'homme à sa trente-huitième session  
par le représentant permanent du Kampuchea démocratique

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le texte en anglais et en  
français de la :

DECLARATION DU CONSEIL DES  
MINISTRES DU GOUVERNEMENT  
DU KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE

en date du 6 décembre 1981.

Je vous saurais gré de bien vouloir faire circuler ce texte comme document  
officiel de la trente-huitième session de la Commission des droits de l'homme au  
titre du point 9 de son ordre du jour.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

(signé) TE SUN HOA  
Représentant permanent



TRADUCTION

DECLARATION  
D U  
CONSEIL DES MINISTRES  
DU GOUVERNEMENT DU KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE

-:-

Le Conseil des Ministres du Gouvernement du Kampuchea Démocratique s'est réuni du 4 au 6 décembre 1981 sous la présidence de Monsieur KHIEU SAMPHAN, Président du Présidium de l'Etat et Premier Ministre. Tous les Membres du Gouvernement, à l'exception de ceux retenus par leur mission, y ont participé.

Le Conseil des Ministres a examiné le bilan de ses activités dans tous les domaines en 1981 et dressé son plan d'action pour 1982.

1. Le Conseil a noté avec satisfaction les progrès, enregistrés durant l'année 1981 sur tous les plans, de la lutte du peuple du Kampuchea et de l'Armée Nationale sous la direction du Gouvernement du Kampuchea Démocratique et du Front de Grande Union Nationale Patriotique et Démocratique du Kampuchea (FGUNPDK) contre les agresseurs vietnamiens.

Il a aussi noté l'aggravation de la situation de ces agresseurs, enlisés au Kampuchea. A cela s'ajoutent pour ces agresseurs les difficultés de plus en plus grandes au Vietnam même sur le plan de la sécurité, de la politique, de l'économie, des finances et du social. Sur la scène internationale, leur isolement est extrême. Ils sont condamnés comme expansionnistes, bellicistes, menaçant l'Asie du Sud-Est et offrant sur leur territoire des bases militaires aux expansionnistes soviétiques.

Ainsi, cette fin d'année 1981 montre clairement que l'ennemi vietnamien est stratégiquement défait. Ses tentatives déployées aujourd'hui pour se dégager de cette évolution inéluctable relèvent de tactiques pour retarder cette évolution.

/...

2. Face à cette situation, l'ennemi vietnamien poursuit ses crimes :

- Primo, en continuant à massacrer la population du Kampuchea.
- Secundo, en continuant à parquer la population du Kampuchea dans des camps stratégiques.
- Tertio, en continuant à appliquer la politique de la famine à l'encontre de la population du Kampuchea.
- Quarto, en continuant à enrôler de force des soldats khmers pour combler ses pertes causées par la guerre d'usure menée par l'Armée Nationale et les guérilleros du Kampuchea Démocratique.
- Quinto, en intensifiant sa guerre chimique aussi bien dans les régions reculées et les campagnes que dans les agglomérations et les cités, à l'encontre aussi bien des combattants que de la population civile.

Contre tous ces crimes, toute la population du Kampuchea, les gardes d'auto-défense et les soldats khmers enrôlés de force par l'ennemi ont exprimé leur grande colère et ont réagi violemment.

Le Conseil saisit cette occasion pour renouveler son appel aux gardes d'auto-défense et soldats khmers pour qu'ils prennent hautement conscience du grand danger que courent la nation et le peuple du Kampuchea menacés de disparition par la guerre d'agression vietnamienne. Il leur demande de tourner leurs armes contre l'ennemi agresseur afin de venger le peuple du Kampuchea qui, dans cette guerre, a déjà perdu plus de 2.500.000 personnes et qui continue chaque jour de périr par centaines.

Le Conseil lance aussi un appel à tous nos compatriotes pour qu'ils fassent preuve constamment de la plus haute vigilance devant les manoeuvres et plans de l'ennemi vietnamien pour les enrôler de force, eux et leurs enfants, en s'y opposant par tous les moyens.

3. Durant l'année 1981, grâce aux efforts du Gouvernement du Kampuchea Démocratique et au soutien des pays épris de paix et de justice dans le monde, en particulier ceux de l'ANASE, la juste cause de la lutte du peuple du Kampuchea n'a cessé de remporter des succès sur la scène internationale.

- Primo, la mascarade d'élections montée par les autorités de Hanoi n'a trompé personne.
- Secundo, leurs manoeuvres pour légaliser l'administration vietnamienne de Phnom Penh ont de nouveau failli.

/...

- Tertio, leurs manoeuvres pour faire convoquer une conférence régionale ont été de nouveau déjouées par les pays de l'ANASE.
- Quarto, le siège du Kampuchea Démocratique à l'ONU a été maintenu avec le soutien d'un nombre encore accru de pays.
- Quinto, la Conférence Internationale sur le Kampuchea de juillet 1981 et la 36ème Assemblée Générale de l'ONU ont demandé de nouveau le retrait de toutes les troupes vietnamiennes du Kampuchea et le rétablissement du peuple du Kampuchea dans ses droits de décider de son avenir sans ingérence étrangère.
- Sexto, tous les pays épris de paix et de justice dans le monde continuent de faire pression sur les autorités de Hanoi sur tous les plans, politique, diplomatique, économique et financier, pour qu'elles retirent toutes leurs troupes du Kampuchea.

Bien qu'elles aient essuyé des défaites successives sur la scène internationale, les autorités de Hanoi s'obstinent dans leurs manoeuvres perfides. Ainsi, au début de septembre 1981, Le-Duan s'est rendu à Moscou pour implorer Brejnev et de concert avec lui, a arrêté un plan de manoeuvres pour diviser le rang des pays qui soutiennent la juste lutte du peuple du Kampuchea et du Gouvernement du Kampuchea Démocratique. Le but de ces manoeuvres est d'éliminer le Kampuchea Démocratique par tous les moyens, ce qui permettrait aux autorités de Hanoi acculées aujourd'hui à l'impasse de retourner la situation en leur faveur et de pouvoir ainsi occuper définitivement le Kampuchea, en attendant de pouvoir poursuivre leur poussée en Asie du Sud-Est conformément à leur stratégie commune avec l'Union Soviétique.

Le Conseil lance un appel à tous les pays épris de paix et de justice dans le monde pour qu'ils prennent en considération ces manoeuvres vietnamo-soviétiques qui visent à éliminer le Kampuchea Démocratique, ses forces de combat et sa légalité, celle de l'Etat du Kampuchea Démocratique. Il les prie de bien vouloir aider à déjouer ces manoeuvres, car leur aboutissement consacrerait la violation de la Charte des Nations Unies, celle des principes de la coexistence pacifique, du droit international, et des principes du non-alignement, et aggraverait davantage encore la menace à la paix, la stabilité et la sécurité des pays de l'Asie du Sud-Est.

4. Depuis 1979, alors que l'ennemi vietnamien lançait ses divisions sur le Kampuchea, le Gouvernement du Kampuchea Démocratique, en dépit de toutes sortes de difficultés, a commencé à appliquer résolument sa nouvelle ligne stratégique et le programme

/...

politique du Front. Grâce à cette application, l'union de toutes les forces nationales n'a cessé de s'élargir et de se renforcer à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Une grande force combattante en a émergé qui a réussi à enliser sur les champs de bataille du Kampuchea les forces d'agression composées de 300.000 soldats et agents civils vietnamiens.

Le Gouvernement du Kampuchea Démocratique et le Front se sont efforcés à unir non seulement les masses populaires à l'intérieur du Kampuchea, mais également les personnalités kampuchéennes vivant à l'étranger. Leurs dirigeants ont constamment cherché à rencontrer S.E. Son Sann et le Prince Norodom Sihanouk. Bien que le Kampuchea Démocratique soit la seule force réelle qui lutte sur le terrain et que ses dirigeants détiennent seuls le pouvoir dans l'Etat du Kampuchea Démocratique, Etat légal et légitime du Kampuchea et membre de l'ONU, les dirigeants du Kampuchea Démocratique, considérant avant tout l'intérêt national, ont accepté de partager leurs responsabilités avec les autres parties kampuchéennes afin de réaliser une véritable union de nature à accroître les forces luttant contre les agresseurs vietnamiens. Leur but, ce faisant, est de mettre le plus rapidement possible un terme aux souffrances indicibles du peuple du Kampuchea et d'assurer la survie de la nation du Kampuchea. C'est grâce aux efforts persistants du Gouvernement du Kampuchea Démocratique et au soutien des pays amis que la réunion tripartite de Singapour a vu le jour et que le Comité Tripartite ad hoc a pu se réunir successivement à Bangkok.

La position du Gouvernement du Kampuchea Démocratique est de former une union sincère fondée sur le principe tripartite, le principe de l'égalité, de l'équité et du raisonnable sans qu'une partie ait la possibilité d'avaler une autre. Durant ses 9 séances de travaux du 13 septembre au 14 novembre 1981, grâce aux efforts de la délégation du Kampuchea Démocratique, le Comité Tripartite ad hoc a enregistré des résultats significatifs, en adoptant par consensus:

- Primo, les principes et modalités de formation du Gouvernement de coalition du Kampuchea Démocratique,
- Secundo, l'application du principe tripartite au Comité Permanent de l'Assemblée Nationale des Représentants du Peuple du Kampuchea,
- Tertio, le programme politique du Gouvernement de coalition du Kampuchea Démocratique,
- Quarto, les principes de la répartition des principaux postes entre les trois parties dans le Gouvernement de coalition,
- Quinto, la structure du Gouvernement de coalition tripartite du Kampuchea Démocratique.

/...

Le peuple , l'Armée Nationale et les guérilleros du Kampuchea Démocratique ont accueilli favorablement ces résultats. Les pays épris de paix et de justice dans le monde y ont également exprimé leur satisfaction.

Le Conseil est de l'avis que, pour assurer une véritable union de nature à développer et renforcer les forces luttant contre les agresseurs vietnamiens dans tous les domaines, il importe d'édifier cette union sur une base politique solide. Il lance un appel à la population du Kampuchea de toutes les couches sociales pour qu'elle lève haut la bannière de l'union afin d'accroître les forces de combat contre les agresseurs vietnamiens jusqu'à ce qu'ils soient tous boutés hors du Kampuchea bien-aimé.

En ce qui concerne les autres parties kampuchéennes, le Conseil leur demande d'adopter une position de véritable union. Que toutes les parties s'abstiennent de faire quoi que ce soit qui nuise aux forces combattant l'ennemi vietnamien sur le champ de bataille ou les affaiblisse, ou encore plus de faire quoi que ce soit qui nuise aux forces du Kampuchea Démocratique ou tente de les éliminer, en tant que forces combattantes et en tant que seul Etat légal du Kampuchea. Autrement, cela équivaudrait à confier le destin de la nation et du peuple du Kampuchea et le territoire du Kampuchea à l'ennemi vietnamien. Le Kampuchea serait alors condamné à la disparition. Que les autres parties kampuchéennes respectent la Déclaration commune de Singapour et évitent de s'attaquer les unes les autres, en particulier d'attaquer les forces qui luttent sur le champ de bataille, car cela ne profiterait en rien à la nation et au peuple du Kampuchea. Les seuls bénéficiaires en seraient les agresseurs vietnamiens.

5. Considérant les résultats de la lutte pendant l'année 1981, et considérant les manoeuvres perfides ennemies de toutes sortes, le Conseil lance un appel à tout le peuple du Kampuchea, à toutes les unités de l'Armée Nationale pour qu'ils renforcent leur union en vue de bien remplir leurs tâches de l'année 1982, car il n'y a personne d'autres qu'eux-mêmes qui combattent sur les champs de bataille, consentant tous les sacrifices et faisant preuve de la plus haute responsabilité envers les destinées de la nation et du peuple et envers l'histoire.

Kampuchea Démocratique,  
le 6 décembre 1981

Le Conseil des Ministres  
du Gouvernement du  
Kampuchea Démocratique

-----